

MERCREDI À SAINT-CLOUD

La filière fait passer un grand oral aux candidats

Une semaine après la manifestation dans les rues de Paris, la filière équine était de nouveau réunie - moins de cinq cents personnes, dont une très grande majorité de

socio-professionnels, se sont déplacées - mercredi sur l'hippodrome de Saint-Cloud pour entendre les propositions de plusieurs candidats à l'élection présidentielle.

Là encore, il s'agissait d'une première pour le secteur cheval à dix-sept jours du premier tour. Sur la demi-douzaine d'invitations, quatre candidats ou leurs représentants avaient répondu favorablement. Édouard Ferrand (Front National), François Fillon (Les Républicains), grand vainqueur à l'applaudimètre, Jean Arthuis (En Marche !) et Nicolas Dupont-Aignan (Debout la France) se sont ainsi succédé à la tribune pour exposer leur vision de la filière.

Si les absents ont toujours tort, on peut cependant regretter que ni Benoît Hamon ni Jean-Luc Mélenchon ou leurs conseillers n'aient jugé utile de présenter leur point de vue sur une filière économique de 180 000 emplois répartis sur tout le territoire qui souffre et s'interroge sur son avenir. Les promesses - beaucoup ont été faites sur les dossiers les plus sensibles, à commencer par celui de la TVA, où tous se sont posés pour un retour à un taux réduit, et sur la pression de la réforme des rythmes scolaires - n'engagent que ceux qui les écoutent. Mais les futurs électeurs présents dans le grand hall de l'hippodrome de Saint-Cloud et ceux qui ont suivi ces quatre interventions ont pu mesurer la connaissance des dossiers de la filière de chacun des quatre candidats ou de leur représentant, qui se sont aussi exprimés dans la majorité pour une nécessaire réforme de cette filière. En ce sens, ce grand oral démocratique que la filière équine dans son ensemble a voulu a été une réussite. Une fois le nouveau président élu, il faudra alors engager le dialogue avec ses équipes et rappeler ce qui s'est dit ce mercredi dont vous trouverez ci-après de larges extraits.

■ Sébastien Pouteau

LE CADRE

Une présentation identique pour chaque candidat ou représentant suivie d'un exposé de 20 minutes maximum, avant une sélection de questions posées et sélectionnées en amont sur le site de l'organisation par les participants.



Édouard Ferrand (© ScoopDyga)

ÉDOUARD FERRAND REPRÉSENTANT DE MARINE LE PEN (FRONT NATIONAL)

« Le cheval est un élément essentiel du patrimoine national. Pour qu'il puisse se perpétuer, il est urgent de cesser de l'étrangler, avec une vision cohérente de la filière. Il n'y a pas de fatalité avec un résultat net de 800 M€. (...) Les courses doivent se repenser, accompagnées par l'État, en maintenant les équilibres entre le PMU et la FDJ (...) et en établissant notamment un taux de rétribution des points de vente identique à hauteur de 5 %. (...) Marine Le Pen entend appliquer à la filière équine une politique du patriotisme économique. (...) Si la filière ne s'organise pas pour pérenniser ses revenus, l'élevage peut disparaître, comme on l'a observé dans d'autres pays. (...) La TVA plombe vos finances et surtout celles de vos clients. Marine Le Pen est pour un retour de ce taux à 5,5 % afin de redonner l'oxygène aux socio-professionnels et ce dès le 1^{er} janvier 2018. (...) La sortie de l'euro n'aura pas de conséquence, car la filière est largement exportatrice sur des marchés hors de l'euro. Il faut défendre l'exception équine française. »

FRANÇOIS FILLON (LES RÉPUBLICAINS)

« J'ai bien conscience qu'une dérégulation de la filière équine constitue une menace pour son avenir, ce



François Fillon (© APRH)

qui a conduit la France du cheval à manifester la semaine dernière contre le caractère inéquitable d'une décision mettant en péril les ressources de la filière. (...) Je sais que vos principales préoccupations concernent la fiscalité, la lourdeur des normes et plus généralement tout ce qui pèse sur votre activité économique. (...) Vous connaissez mon projet : j'entends mettre le paquet sur la baisse des charges, assouplir notre marché de l'emploi, débureaucratiser notre système économique. (...) J'ai inscrit la TVA compétitivité en tête de mon programme et j'ai également suivi avec intérêt l'action que Mme la sénatrice Anne-Catherine Loisier a engagée auprès des instances européennes. Mme Loisier estime que Bruxelles ne serait plus hostile à la solution de la subsidiarité en matière de TVA pour les États-membres. Cette disposition permettrait de mettre en application une TVA adaptée selon les secteurs. Je m'engage à plaider en ce sens auprès de la commission européenne qui en a la charge. (...) L'avenir de la filière repose aussi sur les sources de son financement. (...) J'entends créer un comité interministériel responsable de la politique des jeux d'argent, qui devrait permettre de mettre en place un traitement fiscal cohérent et non discriminatoire entre les différents opérateurs du marché des jeux. (...) C'est aussi le devoir des collectivités territoriales et, notamment des Régions, de soutenir plus efficacement toutes les activités qui dépendent du cheval. (...) Les hippodromes sont une richesse. Leur nombre ? Ce n'est surtout pas à l'État de s'en mêler. L'État doit encourager le développement de la filière qui passe forcément par des hippodromes nombreux. »

JEAN ARTHUIS REPRÉSENTANT D'EMMANUEL MACRON (EN MARCHÉ !)

« Emmanuel Macron est persuadé que la France a besoin d'une filière équine performante. Cette filière économique et sportive souffre parce que son financement s'étirole et parce que notre pays traverse une crise économique. Or, il y a for-



Jean Arthuis (© ScoopDyga)

cément un lien entre les deux. (...) Emmanuel Macron entend redonner des marges de liberté à tous ceux qui entreprennent et veulent aller de l'avant. Il est donc à votre écoute. (...) Concernant la TVA, l'Europe est au cœur de la vision d'Emmanuel Macron. La France doit être au cœur du leadership de l'Europe. (...) On est à la veille de la révision de la directive européenne sur la TVA. On peut donc nourrir des espoirs fondés. Une fenêtre est en train de s'ouvrir. On donnerait aux États-membres une plus grande possibilité d'adaptation, ce qui pourrait permettre de ramener le taux à un niveau inférieur, à 10 %. Par ailleurs, on peut étudier un système simplifié pour les propriétaires non-assujettis à la TVA. (...) L'État et la filière sont partenaires et parfois en conflit d'intérêts. Il faut trouver le juste équilibre, y compris entre le PMU et la FDJ, tout en assurant l'avenir. (...) On ne peut pas échapper à la concurrence, mais on doit savoir qui fait quoi. Aujourd'hui, il y a cinq ministères qui s'occupent de la filière. Il n'y a pas de vraie coordination. Or, il y a une nécessité de coordination à l'échelon du gouvernement. Il faut un délégué interministériel qui ne soit pas trop loin du Premier ministre et qui soit capable d'anticiper les conséquences de telle ou telle décision. (...) Il faut prolonger les réformes entreprises. La volonté d'Emmanuel Macron est d'avoir une filière équine la plus performante. »



Nicolas Dupont-Aignan (© APRH)

NICOLAS DUPONT-AIGNAN (DEBOUT LA FRANCE)

« En France, on a le génie pour casser ce qui fonctionne. (...) La question est de savoir si l'on veut que des gens non-élus prennent des décisions qui nous concernent. Votre filière a été victime de cela ! La France doit décider pour elle-même, ce qui ne veut pas dire qu'on ne travaillera pas avec nos voisins. On n'aurait jamais dû accepter la hausse de la TVA. Revenir à un taux réduit (5,5 %) est fondamental et sera effectif dès le 1^{er} janvier 2018 si je suis élu. Votre filière crée de l'emploi de proximité. La baisse de la TVA sera donc au final une bonne affaire. (...) Il faut redynamiser ce secteur économique, car il s'agit d'une filière performante, source d'emplois et d'équilibre. C'est une filière à la confluence de nos territoires et du monde rural. (...) Je veux de la concurrence mais pas de la concurrence déloyale. Je veux utiliser la fiscalité pour orienter la production sur notre sol, pour que les investissements soient réalisés dans le pays. (...) Sur les jeux en ligne, je ne me prononcerai pas, car je n'ai pas la connaissance approfondie. (...) En ce qui concerne le bien-être animal, c'est une préoccupation de nos concitoyens. J'ai moi-même une grande sensibilité par rapport à cela. Mais après, il y a les convictions et la réalité. Il faut réussir à faire converger les deux. »

« Trouver un véritable partenariat et le meilleur possible »

Dans le grand hall de Saint-Cloud, les principaux membres du JPFC étaient comme tous très attentifs aux discours des différents candidats une semaine après la manifestation qu'ils ont initiée. « Certains candidats ont une connaissance très aboutie de la filière, plus que d'autres, a souligné Thibault Lamare, le porte-parole du mouvement. Les 180 000 emplois de la filière représentent un vrai sujet politique. Les candidats y sont attentifs même s'ils ne vont pas venir devant nous pour nous dire l'inverse de ce que l'on a envie d'entendre. » Entre les discours faits de promesses et la réalité une fois élu, il y a un pas. « C'est intéressant d'entendre des promesses, mais il faudra se consacrer à engager le travail sitôt après les élections avec les nouvelles équipes, anticipe-t-il déjà. Il faudra trouver un véritable partenariat et le meilleur possible, avec une démarche constructive. L'idée d'un représentant unique de la filière d'un point de vue politique peut être très intéressante. La TVA reste bien sûr l'enjeu majeur. On avance dans le bon sens. » ■ S. P.

